

CHAPITRE XVII

Taxes dues pour la délivrance, la gestion et le contrôle de l'autorisation

L'opérateur doit acquitter les taxes de constitution de dossier, de gestion et de contrôle dont les montants et les modalités sont précisés dans les lois de finances.

CHAPITRE XVIII

Egalité de traitement et information des utilisateurs**18.1. Egalité de traitement**

Le service fourni dans le cadre de la présente autorisation tel que décrit dans l'offre commerciale de l'opérateur est ouvert à tous ceux qui en font la demande dans le respect des conditions générales de l'offre de l'opérateur, sous réserve de maintenir la qualité de service telle qu'elle est définie au chapitre II du présent cahier des charges. A cette fin, l'opérateur organise son réseau et son service de manière à pouvoir satisfaire, dans des délais convenables, toute demande raisonnable au regard de son offre commerciale. Les clients doivent être traités de manière non discriminatoire.

18.2. Information des utilisateurs

L'opérateur informe le public sur :

- les conditions générales et contractuelles de fourniture du service fourni dans le cadre de la présente autorisation, y compris celles relatives à la qualité de service ;
- les tarifs de ses offres, y compris les formules de réductions tarifaires.

Il met à disposition ces informations, tenues à jour, dans ses points de vente et par un moyen téléphonique ou électronique accessible en temps réel à un tarif raisonnable.

L'opérateur communique ces informations à l'Autorité de régulation des télécommunications avant de les porter à la connaissance du public.

18.3. Contrats

Les contrats respectent les dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée sur la protection et l'information des consommateurs et ne contiennent pas de clause contraire au code des postes et télécommunications ou aux dispositions prises pour son application.

Les contrats conclus avec les utilisateurs pour la fourniture du service téléphonique au public précisent au minimum :

- les conditions générales d'offres, notamment les délais de fourniture et les caractéristiques techniques du service et les types de services de maintenance offerts ;
- les compensations accordées par l'opérateur à l'utilisateur en cas de manquement aux exigences de qualité précisées au chapitre II du présent cahier des charges ;
- les procédures de recours et d'indemnisation dont dispose l'utilisateur en cas de préjudice qu'il subit dans les conditions de traitement amiable des litiges ;
- les conditions d'interruption du service, en cas de factures impayées, après mise en demeure de l'abonné.

Chaque utilisateur reçoit les contrats conclus avec l'opérateur pour les prestations qu'il souscrit.

Les conditions contractuelles sont communiquées, sur demande, à l'Autorité de régulation des télécommunications.

18.4. Mode de commercialisation des services offerts

Si l'opérateur souhaite faire appel contractuellement à des sociétés de commercialisation de services, il doit veiller, dans les relations contractuelles avec ces sociétés, au respect de leurs engagements au regard des obligations de l'opérateur prévues dans le présent cahier des charges.

Ces sociétés peuvent proposer des contrats d'abonnement au service de l'opérateur, ce dernier conservant la responsabilité de la fourniture du service à ces abonnés.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**Arrêté du 27 octobre 1999 fixant le nombre de postes à pourvoir en 2000 dans le corps des ingénieurs des travaux maritimes**

NOR : DEFB9902121A

Par arrêté du ministre de la défense en date du 27 octobre 1999, le nombre de postes à pourvoir en 2000 dans le corps des ingénieurs des travaux maritimes, au titre du concours professionnel ouvert aux ingénieurs des études et techniques de travaux maritimes, est fixé à un.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Décret du 16 novembre 1999 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement à 2 x 2 voies de la déviation sud-ouest d'Evreux entre la RN 154 au sud d'Evreux, au lieudit Les Bas Fayaux, et la RN 13 à l'entrée ouest de la commune de Parville, portant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Arnières-sur-Iton et d'Evreux et conférant le caractère de route express à l'ensemble de la déviation de la RN 13 au sud d'Evreux comprenant la déviation sud-ouest d'Evreux, la déviation sud-est d'Evreux et son raccordement à la RN 13 à l'est

NOR : EQUR9900920D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 123-8, R. 123-35-3 et R. 123-36 ;

Vu le code rural, notamment ses articles L. 123-24 à L. 123-26, L. 352-1, R. 123-30 et R. 352-1 à R. 352-15 ;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature, notamment son article 2, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, modifié par les décrets n° 93-245 du 25 février 1993 et n° 95-22 du 9 janvier 1995, pris pour son application ;

Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation des transports intérieurs, ensemble le décret n° 84-617 du 17 juillet 1984 modifié pris pour son application ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, ensemble le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour son application ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, ensemble les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 pris pour son application ;

Vu la loi n° 92-1244 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, ensemble les décrets n° 95-21 et n° 95-22 du 9 janvier 1995 pris pour son application ;

Vu la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu les plans d'occupation des sols des communes d'Arnières-sur-Iton et d'Evreux ;

Vu l'avis émis le 30 mars 1998 par la chambre d'agriculture de l'Eure ;

Vu l'avis émis le 3 avril 1998 par la commission départementale d'orientation de l'agriculture de l'Eure ;

Vu l'ordonnance du président du tribunal administratif de Rouen en date du 17 mars 1998 désignant les membres de la commission d'enquête ;

Vu l'arrêté du préfet du département de l'Eure en date du 8 avril 1998 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement à 2 x 2 voies de la déviation sud-ouest d'Evreux, à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Arnières-sur-Iton et d'Evreux, à l'attribution du caractère de route express à la déviation sud-ouest d'Evreux, à la déviation sud-est d'Evreux et à son raccordement à la RN 13 à l'est ;

Vu le dossier de l'enquête publique ouverte sur le projet et les conclusions de la commission d'enquête en date du 8 août 1998 ;

Vu les lettres en date du 28 avril 1998 du préfet de l'Eure par lesquelles le président du conseil régional de Haute-Normandie, du conseil général de l'Eure, de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers, de la chambre d'agriculture ainsi que les maires des communes d'Arnières-sur-Iton et d'Evreux ont été informés de la mise en œuvre de la procédure prévue par les articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme en vue de la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Arnières-sur-Iton et d'Evreux ;

Vu le procès-verbal de la réunion tenue le 25 septembre 1998 en application de l'article R. 123-35-3 du code de l'urbanisme et portant sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Arnières-sur-Iton et d'Evreux ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Arnières-sur-Iton le 13 novembre 1998 sur la mise en compatibilité de son plan d'occupation des sols ;

Vu la lettre du préfet de l'Eure en date du 6 octobre 1998 sollicitant l'avis du conseil municipal d'Evreux sur la mise en compatibilité de son plan d'occupation des sols ;

Vu les lettres du préfet de l'Eure en date du 16 avril 1998 adressées aux maires des communes d'Angerville-la-Campagne, Arnières-sur-Iton, Evreux, Fauville, Gauville-la-Campagne, Guichainville, Parville, Le Vieil-Evreux, sollicitant leur avis sur le projet d'attribution du caractère de route express ;

Vu les délibérations du conseil général de l'Eure le 28 mai 1998 et du conseil municipal de Saint-Sébastien-de-Morsent le 14 mai 1998 sur l'attribution du caractère de route express ;

Vu le procès-verbal de clôture de la conférence d'instruction mixte à l'échelon local du 21 juin 1999 ;

Vu le procès-verbal de clôture de la conférence d'instruction mixte à l'échelon central du 6 juillet 1999 ;

Vu les délibérations du conseil municipal d'Evreux en date des 22 octobre 1998 et 27 mai 1999 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Sont déclarés d'utilité publique les travaux relatifs à l'aménagement à 2 x 2 voies de la déviation de la RN 13 au sud-ouest d'Evreux entre la RN 154 au sud, au lieudit Les Bas Fayaux, et la RN 13 à l'entrée ouest de la commune de Parville, conformément au plan annexé au présent décret (1).

Art. 2. – Les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux devront être réalisées dans un délai de dix ans à compter de la date de publication du présent décret.

Art. 3. – Pour cet ouvrage à caractère linéaire, le maître d'ouvrage est tenu de remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles par l'exécution de ces travaux dans les conditions prévues par les articles L. 123-24 à L. 123-26, L. 352-1 et R. 123-30 du code rural.

Art. 4. – Le statut de route express est attribué à la voie mentionnée à l'article 1^{er}, à la déviation sud-est d'Evreux et à son raccordement à la RN 13.

L'accès de la route express est interdit en permanence :

- aux piétons ;
- aux cavaliers ;
- aux cycles ;
- aux animaux ;
- aux véhicules à traction non mécanique ;
- aux véhicules à propulsion mécanique non soumis à immatriculation ;
- aux cyclomoteurs ;
- aux tricycles et quadricycles à moteur ;
- aux tracteurs, matériels agricoles et matériels de travaux publics visés à l'article R. 138 du code de la route ;
- aux véhicules automobiles ou ensemble de véhicules qui ne seraient pas, par construction, capables d'atteindre, en palier, la vitesse de 40 km/h.

Tout stationnement est interdit sur la route express, sauf nécessité absolue.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnels et matériels des administrations publiques, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de la route express et des entreprises appelées à y travailler lorsque leur mission nécessite leur présence sur la route express.

Art. 5. – Le présent décret emporte modification des plans d'occupation des sols des communes d'Arnières-sur-Iton et d'Evreux, conformément aux plans et documents annexés au présent décret (1). En conséquence, en application de l'article R. 123-36 du code de l'urbanisme, un arrêté des maires des communes susmentionnées constatera qu'il a été procédé à la mise à jour du plan d'occupation des sols de leur commune.

Art. 6. – Le ministre de l'équipement, des transports et du logement est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 novembre 1999.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,*
JEAN-CLAUDE GAYSSOT

(1) Il peut être pris connaissance de ces documents à la direction départementale de l'équipement de l'Eure, 1, avenue du Maréchal-Foch, 27022 Evreux.